



Réunion Groupe-pays Chili

Le 28 mars 2014 – de 14h30 à 16h

À Cités Unies France, 9 rue Christiani 75018 Paris

Métro, ligne 2 ou 4 : Barbès- Rochechouart

Réunion présidée et animée le Président du Group-Pays de Cites Unies France, Roberto ROMERO, Vice-président du Conseil Régional d'Ile de France, Chargé des Affaires Internationales et Européennes.

Annexes associées à ce compte-rendu : Ordre du jour /Liste des participants

En introduction, le président du groupe-pays, Roberto Romero, a rappelé que cette réunion du groupe-Chili s'inscrit dans la volonté de continuer le travail de réseau, et de relancer une dynamique dans l'animation du groupe.

Dans ce contexte, Roberto Romero a insisté sur le rôle central que la France et ses collectivités territoriales ont à jouer dans le soutien de différentes orientations dans lesquelles s'engage l'Etat Chilien et ses composantes territoriales, tels que le processus de décentralisation.

Cette session de travail a permis d'échanger sur :

- les impacts des élections pour les autorités locales chiliennes
- les actions des différentes autorités locales françaises engagées au Chili,
- un accord commun concernant les outils d'animation du groupe pays,
- les attentes et les priorités de ce dernier, ainsi que des autorités chiliennes, suite au changement de gouvernement chilien.

Elections présidentielles : Objectifs, défis et processus de changement au Chili

Michelle Bachelet, qui avait déjà été à la tête de l'Etat chilien entre 2006 et 2010, a été élue ce 15 décembre 2013, Présidente du Chili avec 62 % des voix. Marqué par une forte abstention (plus de 50% au premier tour), ce scrutin a été défavorable à l'ancienne ministre du Travail, Evelyn Matthei, opposante de droite.

Médecin de formation, la présidente accède à *La Moneda*, le palais présidentiel de Santiago du Chili, le 11 mars pour un mandat de quatre ans qui s'annonce difficile. Jouissant de sa popularité, le programme de la coalition centre gauche la fois innovant et rassembleur : révision de la Constitution héritée de la dictature d'Augusto Pinochet, réforme fiscale, réforme de l'éducation, légalisation de l'avortement.

Un programme qu'une majorité de Chiliens réclame depuis des années. Bachelet et sa coalition sont majoritaires au Parlement, mais manque de représentativité, du point de vue de l'opposition. Cela promet des négociations difficiles lorsqu'il faudra faire passer ces réformes.

Juan Angulo, Ministre conseiller de l'Ambassade du Chili en France, a souligné que le Chili est un des pays les plus développés de la région sud-américaine.

Actuellement, il a des attentes qui dépassent une « coopération traditionnelle ». Néanmoins, le pays présente de grandes asymétries économiques et de développement sur son territoire. Il a indiqué, également, le souhait du gouvernement chilien de renforcer la démocratie et la décentralisation. Certains axes de travail sont d'ores et déjà déclinés en objectifs à atteindre par le gouvernement.

- **Education**

Afin de réduire les écarts sociaux et territoriaux, ainsi que de créer de dynamiques de développement et d'équité, le gouvernement chilien cherche à réformer le domaine de l'éducation. Le Chili souhaite garantir l'accès à tous à l'éducation, pour cela de critères de gratuité et de qualité seront mis en place.

L'objectif : L'éducation doit être conçue comme un « droit » et un outil pour réduire les inégalités et consolider l'inclusion sociale.

- **Impôts – Fiscalité**

Afin d'augmenter les ressources financières, une lutte contre l'évasion fiscale sera menée. L'objectif : réduire à 14% l'évasion fiscale (6points) pour permettre à l'Etat de financer les réformes prévues. Cette politique sera réalisée, parallèlement, avec une politique de redistribution plus équitable des ressources.

- **Réforme constitutionnelle**

Le Chili cherche à mettre en place des mesures visant consolider et augmenter la démocratie dans le pays. Une réforme constitutionnelle est prévue. Dans cette perspective, un changement du système électoral et un processus de décentralisation sont envisagés. Ainsi, une ouverture vers l'élection populaire des représentants des régions sera faite. Cette mesure sera accompagnée d'un processus politique-administrative de décentralisation, cherchant à ventiler les compétences, vers plus de pouvoir de décision et d'autonomie aux collectivités territoriales chiliennes, vis-à-vis de Santiago.

- **Economique**

Les « cluster », existants déjà au Chili, dans les domaines minier, l'agroalimentaire et le tourisme, continueront à être soutenus.

Madame Zegjman, représentante du Ministère des Affaires Etrangères, et Monsieur Angulo ont souligné l'importance des accords signés entre l'Agence de Coopération International du Chili et le Ministère des Affaires Etrangères Français pour la création d'un fonds commun de coopération notamment. Les thématiques pour les appels à projet sont encore à définir.

Cette convention évoque aussi l'intérêt de s'engager dans le développement de dynamiques de coopération triangulaire avec des pays du Cône sud ou de l'Alliance du Pacifique.

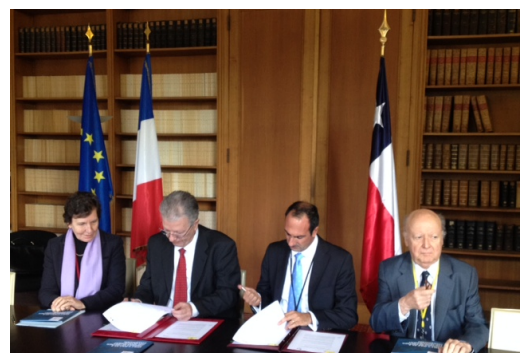


Photo : M. Jorge Daccarett Bahna, directeur exécutif de l'Agence de coopération internationale du Chili et M. Jean-Michel Despax, délégué pour l'action extérieure des collectivités territoriales au ministère français des Affaires étrangères

Les axes de la coopération des autorités locales françaises au Chili

Les collectivités présentes ont exposé, lors d'un tour de table, leurs actions au Chili ainsi que les champs d'intervention.

- La ville de Paris cherche à relancer sa coopération et ses liens politiques avec la ville de Santiago. Des thématiques d'intérêt commun ont été identifiées, la culture et patrimoine historique, l'aménagement territorial, la mixité sociale avec un ingrédient transversal de genre et d'égalité homme-femme.
- Le ministère de l'Agriculture dispose d'un réseau des lycées agricoles pratiquant les échanges internationaux, son référent en charge de la zone Chili a témoigné d'une grande demande d'échanges d'étudiants, et un intérêt fort pour le système français. En 2013, quarante étudiants sont venus en France et cinquante élèves français se sont rendus au Chili.
- La Région d'Ile de France a confirmé son engagement avec la Région Métropolitaine de Santiago. Les principaux domaines d'action sont l'aménagement urbain, la réhabilitation de quartier, le transport, la lutte contre la pollution, la gestion de déchets et les échanges culturels.
- L'action internationale de la Bourgogne à plusieurs volets. Parmi les thématiques, le savoir-faire ou expertise viticole dans la formation de ses partenaires chiliens. Des échanges dans le milieu de la santé sont aussi réalisés, notamment dans la lutte contre le cancer.
La région s'est aussi investie dans la mobilité de jeunes, en encourageant la mobilité via l'outil « service civique ». Un projet de coopération triangulaire France-Chili-Afrique du sud autour de l'économie sociale et solidaire existe.
Par ailleurs, la région compte avec un bureau de représentation à Santiago, destiné à renforcer les échanges économiques entre la Région Bourgogne et la zone Amérique Latine.
- Le département de la Dordogne travaille sur de thématiques tels que l'échange d'étudiants, le développement et l'aménagement territorial, le tourisme (chez l'habitant spécialement) et l'énergie. La Dordogne envisage d'accueillir des étudiants chiliens pour les former dans le milieu de l'hôtellerie.
- Le représentant de la chambre chilienne de commerce et d'industrie, Monsieur Guillermo Saavedra a souligné sa disponibilité et intérêt à insérer au sein des régions chiliennes dynamiseurs économiques et sociaux, comme le peuvent être les entreprises, ainsi que l'industrialisation de certains secteurs économiques du pays.
- Le Président des associations chiliennes en France, Monsieur Hernan Saavedra, a remarqué la disposition de sa structure pour servir de lien entre la communauté chilienne en France et les dynamiques du groupe pays.
- Le Conseil Général du Finistère accueillera dans le cadre de la fête des terroirs (PlouDaniel), une délégation de cinq producteurs venant valoriser leurs produits locaux et savoirs-faires et échangés avec des professionnels bretons.
Le département sollicite un appui concernant la participation du Chili comme

invité d'honneur (après le Mexique en 2012) aux fêtes maritimes de Brest en 2016. Un courrier au Gouverneur de la Province de Chiloe, une note au président du Finistère participent de la démarche afin de faire du Chili, le pays invité d'honneur. La venue du navire-école Esmeralda, est une occasion également de faire de la cohérence entre cet événement local, et l'engagement de longue date des deux territoires sur les questions de gestions des activités maritimes. (rapporté par CUF)

Relevé de décisions sur l'animation du groupe-pays

Comme évoqué à plusieurs reprises, un travail de recensement (surtout de mise à jour) des liens entre collectivités françaises et chilienne est mené par CUF. Selon la méthode utilisée, les collectivités recevront une fiche type à remplir avec les actualités de leurs partenariats. Le répertoire, une fois les fiches recueillies, sera publié au début du deuxième semestre. Ce travail fait écho à la demande faite, par Monsieur Angulo sur les outils d'information, ainsi que sur sa mutualisation, afin de créer une cohérence et coordination des actions.

La plaquette du groupe pays sera aussi mise à jours incluant les dernières évolutions, notamment la signature de la convention avec l'AGCI, et la création du fond commun franco-chilien à venir.

La newsletter « groupe-pays Chili » co-rédigée avec l'Ambassade de France et les collectivités souhaitant y proposer du contenu continuera sous sa forme actuelle.

Notez que notre interlocutrice sur la coopération décentralisée à l'Ambassade de France, Emilie Faruya, arrive à la fin de sa mission. Son travail a été précieux pour le groupe-pays qui a bénéficié de sa dynamique, son ouverture et sa prise d'initiatives, permettant de dépasser certains blocages. CUF et le groupe-pays la remercient.

Marion Giacobbi (marion.giacobbi@diplomatie.gouv.fr) lui succèdera sous peu. Dans l'intervalle, Pascal Delisle, conseiller régional de coopération (pascal.delisle@diplomatie.gouv.fr) et Veronica Miranda, gestionnaire (veronica.miranda@diplomatie.gouv.fr) assureront le suivi.

L'ensemble du groupe pays a manifesté son intention de valoriser et amplifier ses actions grâce à l'échange en réseaux.

Il est proposé, par exemple, de faire profiter aux autres collectivités du groupe des visites d'experts ou d'artistes chiliens réalisées dans le cadre d'une coopération avec un membre du groupe.

La collectivité souhaitant inviter le partenaire chilien assurera les frais « logistiques ».



Conclusion

Le group pays-Chili se consolide comme une plate-forme de concertation.

Vu les changements politico-administratifs prévus au Chili des nouvelles perspectives ou domaines de coopération se profilent. Les collectivités françaises peuvent avoir aussi un rôle à jouer soutenant le processus de décentralisation prévu.

L'éducation, étant aussi un des intérêts principaux du gouvernement actuel, se consolide et légitime comme domaine d'action au Chili.

Des journées dédiées pourront être organisées en partenariats avec les collectivités et des institutions volontaires, au nom du groupe-pays.

Rendez-vous et agenda:

13 mai 2014 (après-midi)

Bureau Exécutif de Cités Unies France

Fin juin 2014

Prochaine newsletter

Fin mai-début juin 2014

Semaine de l'Amérique latine et des Caraïbes en France. Parmi les différentes manifestations prévues, nous souhaitons attirer votre attention attirons sur :



Lundi 26 mai. 09:00 - 12:00 colloque sur les opportunités d'affaires au Mexique - CNCCEF (France-Amériques)

Mercredi 28 mai. 09:00 - 16:00 Colloque Villes durables, villes intelligentes (entrée libre sur inscription) (Sénat 15, rue de Vaugirard 75006)

ATTENTION : Vu que le programme définitif n'est pas encore près, nous vous conseillons de bien confirmer l'heure, la date et le lieu de l'évènement.

3-4 juillet 2014

Forum de l'Action extérieure des collectivités

18-22 août 2014

5^{ème} atelier du Programme européen ALLAS sur l'attractivité du territoire

Octobre-novembre 2014

La prochaine réunion du groupe-pays